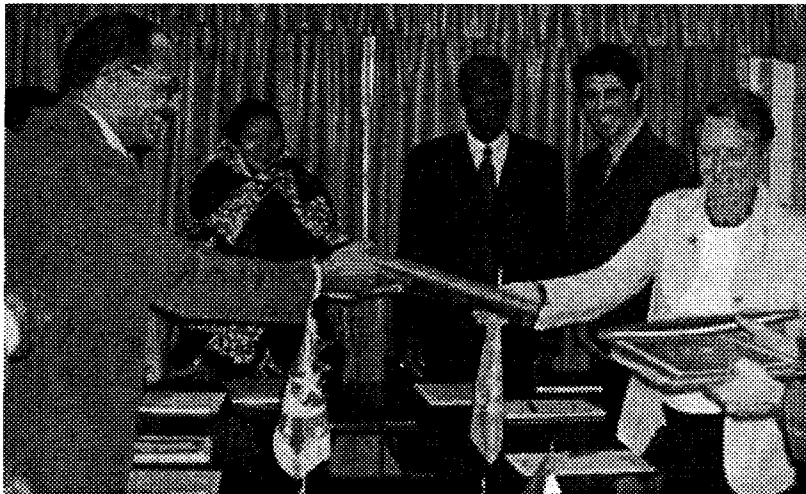


Accord de financement pour appuyer
les communes de l'Assaba
**Plus de 800 millions d'UM pour
créer un environnement propice
au développement local**

Lire page 4



Accord de financement pour appuyer les communes de l'Assaba

Plus de Huit cent millions d'UM pour créer un environnement propice au développement local

Le ministre des Affaires Economiques et du Développement, M. Sidi Ould Didi a procédé lundi à la signature avec M. David Partal, Chargé d'affaires de l'ambassade de France à Nouakchott et Mme Cécile Molinier, représentante du PNUD à la signature d'un accord de financement relatif au programme d'appui à la décentralisation communale au niveau de l'Assaba d'un montant de trois millions deux cent mille dollars environ 800 000.000 d'ouguiya. Ce projet contribuera à créer les conditions qui favorisent le développement durable dans cette wilaya.

Aussi, le projet favorise l'accès des populations aux services sociaux et aux infrastructures de base et à promouvoir les initiatives locales.

Dans le mot qu'il a prononcé à cette occasion, le ministre a remercié la Coopération Française, le PNUD et le Fonds d'Equipements des Nations Unies (FENU) pour cet important concours qui aura un impact sur le développement socio-économique de notre pays.

M. Sidi Ould Didi a ajouté que le Gouvernement, de son côté prendra, des dispositions pour assurer et garantir le succès et la pérennité de cet important projet qui s'inscrit harmonieusement dans les orientations du Président de la République,

Monsieur Maaouya Ould Sid' Ahmed Taya, traduites dans les faits par le Gouvernement du Premier Ministre, Maître Sghair Ould M' Bareck.

Pour sa part, la Représentante du PNUD/FENU, Mme Cécile Molinier a remercié le Gouvernement Mauritanien pour son engagement permanent en vue de l'approfondissement de la décentralisation et pour le renforcement de la Gouvernance démocratique locale et participative. Le PACA, a-t-elle dit, est un projet d'appui à la décentralisation, au développement durable et à l'émergence d'une société civile forte et structurée. Ce programme, a-t-elle précisé, bénéficiera d'expériences acquises lors du programme de «lutte contre l'abandon des terroirs villageois de l'Assaba». Il avait permis, a-t-elle dit, une bonne connaissance des terroirs mais aussi la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la gouvernance locale.

Notons que cet accord porte à 26 le nombre de conventions signées au cours de l'année 2004 dont 18 sous forme de dons et cinq sous forme de prêts.

Ces financements ont couvert les domaines des routes, des aéroports, de la sécurité alimentaire, de la lutte contre les épidémies et le renforcement de la décentralisation ainsi que l'appui institutionnel.

La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère des Affaires Economiques et du Développement et du directeur des Collectivités locales au ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications.